



MINISTÈRE
DE L'EUROPE
ET DES AFFAIRES
ÉTRANGÈRES

*Liberté
Égalité
Fraternité*

NUTRITION FOR GROWTH PARIS 2025



Introduction et contexte international

La nutrition est au cœur des enjeux de développement humain et social de nos pays. Elle représente le meilleur atout pour prévenir, atténuer et combattre les conséquences des chocs multiples et récurrents auquel le monde fait face actuellement. La nutrition s'inscrit au cœur des droits fondamentaux tels que le droit à une alimentation adéquate et le droit à une vie décente et en bonne santé. Elle constitue un facteur important de croissance économique, de réduction de la pauvreté, de résilience face aux changements climatiques et à d'autres chocs, ainsi que d'autres objectifs de développement. La nutrition est essentielle pour améliorer la santé et le bien-être tout au long de la vie, elle est déterminante pour l'éducation et pour de meilleures perspectives de développement. Elle est liée directement à la réalisation des objectifs de développement durable 2 et 3 et a une incidence sur 11 des 15 autres objectifs.

La malnutrition est un défi mondial commun à tous les pays, un grand nombre de pays souffrant aujourd'hui du double fardeau de la malnutrition, avec la coexistence à l'échelle nationale mais aussi au niveau d'un même foyer et chez un même individu de différentes formes de sous-nutrition (retard de croissance, émaciation, maigreur, carence en micronutriments), du surpoids et de l'obésité¹. Les personnes en situation de vulnérabilité, notamment dans les régions fragiles ou touchées par les conflits, sont particulièrement exposées. En 2022, plus de 148 millions d'enfants de moins de 5 ans souffraient d'un retard de croissance, 45 millions d'émaciation et 37 millions de surcharge pondérale tandis que 881 millions de personnes de plus de 18 ans souffraient d'obésité². En outre, les carences en vitamines et minéraux essentiels touchent au moins 1,6 milliard de femmes et de jeunes enfants, et ont un impact à court et long terme sur la santé et le développement³. Le fardeau réel de la malnutrition dans le monde est probablement sous-estimé en raison de la faiblesse ou de l'absence de données, par exemple les carences en vitamines et minéraux des enfants d'âge scolaire, des adolescents, des hommes adultes et des personnes âgées⁵.

La malnutrition demeure l'une des principales causes de décès des nourrissons et représente près de la moitié de l'ensemble des décès d'enfants, la grande majorité dans les pays à revenu faible et intermédiaire⁴. Les maladies non transmissibles liées au surpoids et à l'obésité se propagent partout et ont entraîné en 2019 le décès de quelque 5 millions d'adultes⁵. Les adolescents et les personnes âgées sont également très exposés à la malnutrition, notamment aux carences en vitamines et minéraux et à l'insuffisance pondérale. Or dans la plupart des pays, les données permettant de quantifier ce problème et de prendre les mesures nécessaires font défaut. Même si l'évolution générale des vingt dernières années dans la lutte contre la sous-nutrition est encourageante, des progrès doivent être accomplis à un rythme plus soutenu et la tendance actuelle en matière d'anémie et d'obésité doit être inversée d'ici à 2030 si nous voulons atteindre les objectifs de développement durable (ODD).

¹ Sagastume D, Barrenechea-Pulache A, Ruiz-Alejos A, Polman K, Benova L, Ramirez-Zea M, Penalvo JL. Quantifying Overlapping Forms of Malnutrition Across Latin America: A Systematic Literature Review and Meta-Analysis of Prevalence Estimates. *Advances in Nutrition* 2024;15:100212.

² FAO, IFAD, UNICEF, PAM et OMS. 2024. Rapport sur l'état de la sécurité alimentaire et de la nutrition dans le monde 2024 - Des financements pour éliminer la faim, l'insécurité alimentaire et toutes les formes de malnutrition. Rome. <https://doi.org/10.4060/cd1254en>

³ Stevens, G. A. et al. Micronutrient deficiencies among preschool-aged children and women of reproductive age worldwide: a pooled analysis of individual-level data from population-representative surveys. *The Lancet Global Health* 10, e1590–e1599 (2022).

⁴ Joint child malnutrition estimates report UNICEF/OMS/Banque mondiale. 2022

⁵ IHME, GBD compare <https://vizhub.healthdata.org/gbd-compare/> consulté le 15 octobre 2024

↑ Photo de couverture 1 : Le 29 février 2024, à La Pistam Nebaj, Quiché, Guatemala, Juana Brito Corio (38 ans) déjeune avec sa fille Cecilia Guzmán (14 ans) et son neveu Diego Brito (5 ans). © UNICEF/UNI569439/Willoccq

↑ Photo de couverture 2 : Ukraine, 29 avril 2024, les professionnels de la santé suivent un cours certifié sur l'allaitement. © UNICEF Ukraine/2024/Viktor Zavalniuk

↑ Photo de couverture 3 : Au Népal, des étudiants rapportent de chez eux différents ingrédients et aliments pour discuter de leur contenu nutritionnel et de leur inclusion dans le repas quotidien. © UNICEF/UNI459620/Upadhayay

Nombre de dynamiques actuelles empêchent de progresser dans la lutte contre la malnutrition. Les conflits multiples et prolongés, ainsi que les pandémies et les événements climatiques extrêmes ont aggravé l'ampleur et l'intensité des déplacements de population, interrompant entre autre les services de santé, ainsi que les systèmes de production et de distribution alimentaires. Il est impératif de prendre des mesures ciblant les causes structurelles de toutes les formes de malnutrition, notamment en luttant contre la pauvreté et en généralisant l'accès à des services de santé, de protection sociale et d'éducation, et de se doter d'une réaction rapide et efficace en cas de crise quelle qu'en soit la nature.

Le coût des mesures pour atteindre l'ODD 2 d'ici à 2030 est considérable (environ 39 à 50 milliards de dollars par an), mais les bénéfices économiques et sociaux potentiels découlant de ces investissements pourraient atteindre 5 700 milliards de dollars par an d'ici à 2030 et 10 500 milliards de dollars par an d'ici à 2050⁶. De fait, l'investissement dans la nutrition reste l'un des plus rentables au monde dans le domaine de la santé et du développement : pour chaque dollar dépensé dans la lutte contre les différentes formes de sous-nutrition, le retour sur investissement est en moyenne de 23 dollars⁷. Si les hypothèses qui sous-tendent ces estimations varient, le message est clair : le retour sur investissement dans le domaine de la nutrition est considérable et la nutrition devrait, dans les politiques de développement, être considérée comme un accélérateur du développement. En outre, c'est sur la société que repose aujourd'hui et sur laquelle reposera à l'avenir le coût de l'inaction.

Pour compléter l'important engagement financier obtenu à Tokyo (27 milliards de dollars), un changement qualitatif et politique est nécessaire : il faut passer d'augmentations ponctuelles des financements humanitaires en faveur de la nutrition⁸ à un effort réel, efficace et durable à long terme, reposant sur des données scientifiques, pour prévenir et maîtriser toutes les formes de malnutrition. Cela implique de poursuivre les efforts pour mettre en œuvre un plus grand nombre de mesures efficaces notamment au profit des populations les plus vulnérables, ainsi qu'une amélioration substantielle des mesures de prévention et la mise en place de nouvelles mesures dans les secteurs agroalimentaire, économique, social, environnemental et de la santé. Alors qu'approche la fin de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition (2016-2025), il est plus urgent que jamais d'intensifier la mobilisation de fonds et la mise en œuvre de mesures d'amélioration de la nutrition pour réaliser le programme de développement durable à l'horizon 2030, en se fondant sur les connaissances acquises et les progrès déjà accomplis. La coopération entre les acteurs du secteur public et du secteur privé sera nécessaire pour atteindre cet objectif. **Il nous reste cinq ans pour accroître les progrès en faveur de la nutrition dans le cadre du programme de développement durable et réaliser ensemble des progrès significatifs sur la voie d'une bonne nutrition pour tous.**

⁶ Understanding the Cost of Achieving the Sustainable Development Goals, Policy Research Working Paper 9146, Banque mondiale. 2020.

⁷ Shekar, Meera, Kyoko Shibata Okamura, Mireya Vilar Compte, et Chiara Dell'Aira, eds. 2024. « Investment Framework for Nutrition 2024. » Human Development Perspectives Overview booklet. Banque mondiale, Washington DC.

⁸ Results for Development tracking aid for the WHA nutrition targets: progress toward the global nutrition goals between 2015 and 2021. Juillet 2023.

Notre vision : la dernière ligne droite pour atteindre les objectifs à l'horizon 2030

Depuis la création des N4G, le processus suscite des engagements politiques et financiers dans de nombreux secteurs : santé, alimentation et protection sociale. Dans le contexte de crises multiples qui mettent en péril la sécurité alimentaire et la nutrition, une mobilisation collective des États, des organisations internationales et de la société civile ont montré que des progrès peuvent être accomplis en fixant une orientation claire et en réalisant les investissements adéquats. Ainsi, il convient de souligner les progrès accomplis dans le domaine du retard de croissance et de l'émaciation, ainsi que l'amélioration des taux d'allaitement maternel. Cette tendance n'est toutefois pas universelle et ne concerne pas toutes les formes de malnutrition.

Après la mobilisation impressionnante obtenue au sommet N4G de Tokyo, la France espère faire du sommet de Paris une étape décisive de la mobilisation politique et financière de l'ensemble des acteurs.

Le sommet N4G Paris sera l'occasion de prendre des engagements politiques et financiers audacieux et décisifs pour rehausser notre ambition dans la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes, et d'accélérer la réalisation de progrès pour atteindre les cibles mondiales de la nutrition d'ici 2030.



Maraîchage à Afomarolahy, Madagascar, où les femmes utilisent une motopompe fournie par l'Aide alimentaire programmée (AAP) pour irriguer leurs champs. © Gret

Les objectifs du sommet N4G Paris

- **Placer la nutrition au cœur des politiques de développement durable** grâce à une action concertée entre tous les secteurs et tous les processus politiques.
- **Faire de la lutte contre toutes les formes de malnutrition une cause universelle**, car la nutrition est un droit de l'Homme fondamental et personne ne doit être laissé de côté.
- **Assurer la continuité entre les sommets N4G passés et futurs et placer les engagements en faveur d'une bonne nutrition sur une trajectoire de développement continue.**
- **Maintenir à un haut niveau l'engagement politique et financier des multiples acteurs sur le plan national, régional et international.**

Le sommet N4G Paris **reliera entre eux et prolongera divers processus de développement international** favorisant les engagements en faveur du renforcement de la nutrition, notamment les sommets des Nations Unies sur les systèmes alimentaires, les COP climat et biodiversité, la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition et d'autres initiatives internationales promues par exemple par le G7 et le G20.

L'objectif est notamment de faire en sorte que des régimes sains et durables contribuent à la transformation des systèmes alimentaires, que les services liés à la nutrition soient assurés dans le cadre de la couverture sanitaire universelle, que l'atténuation des effets du changement climatique prenne en compte la préservation de la nutrition et que les systèmes de protection sociale visent à réduire toutes les formes de malnutrition.

Le sommet N4G Paris permettra **d'annoncer de manière concertée une série de nouveaux engagements** pour prendre en compte la nutrition dans de multiples secteurs, priorisés judicieusement et dotés de financements adéquats. Il constitue une excellente opportunité d'accélérer le travail et d'intensifier la réponse dans des domaines négligés. Il orientera l'action vers les zones, les groupes de population et les régions qui n'ont pas enregistré de progrès et veillera à la bonne coordination des investissements et des priorités exprimées par les gouvernements et par l'ensemble des acteurs de la nutrition dans tous les domaines.

Il mettra en lumière les **responsabilités collectives et individuelles** pour atteindre les cibles mondiales de la nutrition et, plus largement, les objectifs de développement durable. Une action concertée et coordonnée est donc nécessaire de la part de tous les acteurs : États, décideurs politiques, bailleurs, organisations internationales, société civile, jeunes, organisations philanthropiques, parlementaires, entités du secteur privé et instituts de recherche. Le processus du Sommet sera transparent et raisonnablement ambitieux, et il renforcera les mécanismes de suivi des engagements.

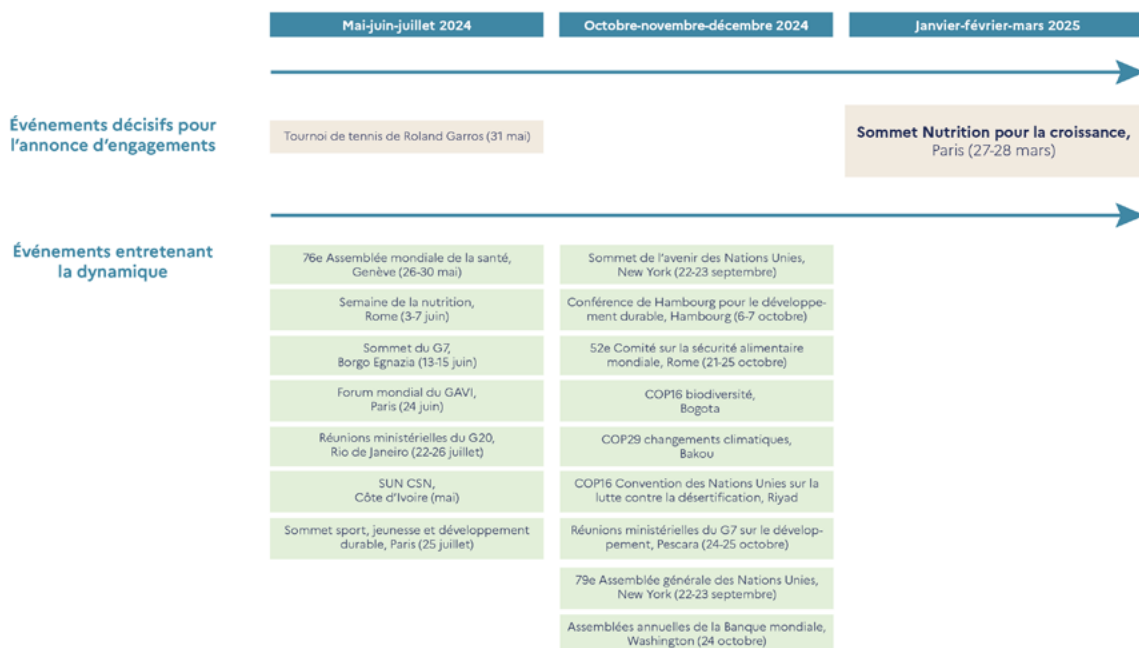
En amont du Sommet : un an de mobilisation politique et une visibilité accrue

La préparation du sommet N4G Paris est une nouvelle occasion de dialogue, de consultation et de coordination entre les différents acteurs, sous l'égide des gouvernements. Le Sommet N4G Paris se tiendra les 27 et 28 mars 2025. Tous les acteurs ont déjà été invités à participer aux efforts de mobilisation lors des grandes échéances sur la nutrition : Rapport de la Décennie d'action des Nations Unies pour la nutrition, recommandations de l'OMS sur la prolongation des cibles mondiales de nutrition jusqu'en 2030, processus préparatoire d'autres échéances en 2025, telles que la réunion internationale du Mouvement pour le renforcement de la nutrition (SUN), le bilan quatre ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires⁹, et le Forum mondial du Pacte de Milan sur les politiques alimentaires en milieu urbain. Les échéances de 2025 serviront de tremplin aux nouvelles mesures susceptibles de permettre un changement de trajectoire dans la lutte contre la sous-nutrition et les épidémies mondiales d'obésité et de maladies liées au régime alimentaire.

La France agira comme chef de file de la mobilisation politique de haut niveau pour placer la nutrition au cœur du programme de développement. À cet effet, le gouvernement français s'appuiera sur un groupe d'États affinitaires représentant toutes les régions pour insuffler au sommet la direction politique nécessaire. Les grandes échéances internationales telles que les sommets du G7 et du G20 en juin et novembre 2024, la 79e session de l'Assemblée générale des Nations Unies en septembre 2024 et les Assemblées annuelles de la Banque mondiale en octobre 2024 seront des temps forts de la mobilisation. La France se félicite de la création de l'Alliance contre la Faim et la Pauvreté promue par le Brésil dans le cadre du G20, qu'elle a rejoint.

Malgré l'obligation de reporter le rassemblement mondial du Mouvement SUN, des échanges régionaux¹⁰ sous l'égide du Mouvement SUN permettront aux pays concernés de participer aux actions N4G. Ces occasions de mobilisation permettront de mettre en œuvre des engagements politiques et financiers complémentaires en matière de nutrition et de renouveler les efforts et la redevabilité afin de placer la lutte contre la sous-nutrition et les épidémies mondiales d'obésité et de maladies associées au régime alimentaire sur une nouvelle trajectoire.

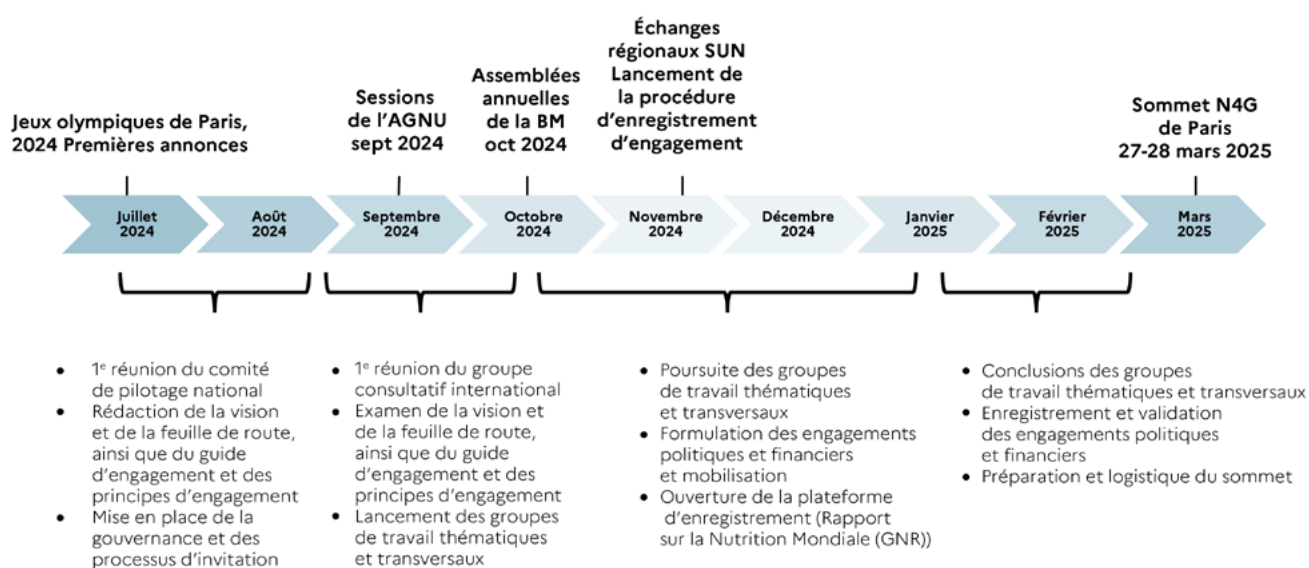
Sommet Nutrition pour la croissance - Paris, 2025 - Feuille de route



⁹ Notamment les travaux préparatoires au bilan quatre ans après le Sommet des Nations Unies sur les systèmes alimentaires avec l'actualisation des dialogues sur les solutions pour les systèmes alimentaires, les feuilles de route nationales et les progrès de la Coalition d'actions, dont certaines concernent directement la nutrition, notamment la Coalition pour l'action en faveur d'une alimentation saine pour tous, en particulier les enfants, grâce à des systèmes alimentaires durables (HDSFS), la Coalition pour l'alimentation scolaire, l'Initiative Action climatique et nutrition (I-CAN), la Coalition Faim zéro, etc.

¹⁰ Facilités par les différents fournisseurs de l'assistance technique SUN et le Rapport sur la Nutrition Mondiale (GNR).

Les **différentes phases de mobilisation en vue du sommet N4G** : phase de préparation et de structuration, campagne de sensibilisation et de mobilisation et prospection, puis prise d'engagements et enregistrement des engagements, sont décrites dans la frise ci-dessous.



Obtention d'engagements sérieux, dans le prolongement du Sommet N4G Tokyo

La France considère **qu'il est nécessaire d'assurer le maintien des engagements dans le domaine de la nutrition au-delà des échéances spécifiques de mobilisation pour mieux ancrer les sommets N4G dans l'écosystème mondial du développement et le cycle olympique.** Dans ce contexte, une troïka du précédent, de l'actuel et du prochain pays organisateur des Jeux olympiques et paralympiques s'efforcera de renforcer la continuité entre ces sommets. Cette proposition est développée dans la section sur la gouvernance ci-dessous.

Si les mesures politiques visent à placer la nutrition au centre des stratégies de développement et des programmes d'action internationaux, la France appelle de multiples parties prenantes à prendre part à une campagne de visibilité sur la question, dans le respect des principes d'engagement du Sommet.

Les cadres d'engagement et de suivi utilisés lors du sommet N4G Paris s'appuieront sur l'héritage de Tokyo et, par la suite, sur les mécanismes d'enregistrement et de suivi des engagements actuellement gérés par le Rapport sur la Nutrition Mondiale (GNR). En amont du sommet de Paris, il incombe aux acteurs, individuellement et collectivement, de dresser le bilan de la mise en œuvre effective et des progrès accomplis concernant les engagements pris en 2021. Les pays du Mouvement SUN bénéficiant du soutien du projet EU4SUN pourront dresser le bilan des progrès réalisés avant le sommet N4G Paris. La mobilisation en vue du sommet aura pour objectif de combler les écarts entre les engagements pris et ceux qu'il reste à prendre pour atteindre les cibles de nutrition de l'Assemblée mondiale de la Santé d'ici à 2030, et d'intensifier l'action individuelle et collective concernant la nutrition dans le cadre des programmes d'action internationaux pertinents. La question de la responsabilité de tous les acteurs est développée dans le guide d'engagement du sommet N4G Paris.

Reconnaissant la nécessité de lutter contre toutes les formes de malnutrition (sous-nutrition, carences en micronutriments, surcharge pondérale et obésité) en s'attaquant à leurs causes directes et structurelles, **la France souhaite encourager tous les acteurs à annoncer de nouveaux engagements** pour prendre en compte la dimension multisectorielle de la nutrition par une approche tenant compte du cycle de vie. L'objectif du sommet N4G Paris est de viser plus large que les questions humanitaires et de développement, car la malnutrition touche tous les continents et tous les pays ; aussi tous les gouvernements, y compris les États bailleurs, sont-ils encouragés à préparer des engagements nationaux stratégiques et financiers ambitieux¹¹.

¹¹ Lors du sommet N4G Tokyo, deux gouvernements bailleurs avaient préparé des engagements nationaux.



Le 1er mars 2023, Jal Kuem, une infirmière nutritionniste et mobilisatrice sociale soutenue par l'UNICEF, mesure la malnutrition d'un enfant dans le camp de déplacés de Bieh, à Bentiu, dans l'État de l'Unité, au Sud-Soudan. © UNICEF South Sudan/Mark Naftalin

Les engagements doivent reposer sur des données scientifiques, formulés conformément à la méthode SMART et tenir compte du contexte, des stratégies nationales et des priorités fixées par les gouvernements. Ils peuvent se rapporter à des mesures ou aux moyens de financement, un accent particulier étant placé sur la nécessaire cohérence entre les différents secteurs. Tous les acteurs peuvent présenter les engagements qu'ils ont déjà pris dans d'autres contextes en insistant sur leur pleine mise en œuvre.

Pour faciliter la formulation et le suivi de ces nouveaux engagements, il est proposé de travailler **sur plusieurs thèmes** hérités du sommet de Tokyo :

- Nutrition, santé et protection sociale
- Nutrition, transition vers des systèmes alimentaires durables et climat
- Nutrition et résilience face aux crises

Des thèmes transversaux ont également été définis :

- Nutrition et égalité de genre
- Données, recherche, intelligence artificielle et innovation pour la nutrition
- Financement et redevabilité dans le domaine de la nutrition

Dans chaque domaine, un groupe de travail sera créé et présidé par une ou deux organisations internationales, avec l'entière participation et l'engagement des États. Les groupes thématiques définiront les domaines dans lesquels une action prioritaire est nécessaire, favoriseront de nouveaux engagements ou des engagements revus à la hausse dans ces domaines et veilleront à ce que les messages du sommet prennent en compte les priorités définies pour les différents thèmes. Les groupes de travail émettront des recommandations en fonction des politiques et programmes reposant sur des données scientifiques, en indiquant le cas échéant s'il est nécessaire de renforcer ces données.

Le tableau ci-dessous fournit un cadre initial pour les groupes de travail thématiques.

Principaux domaines

Santé et protection sociale

Les engagements pourraient s'articuler autour des six piliers du système de santé décrits par l'OMS afin d'inclure la nutrition dans la couverture sanitaire universelle : prestation des services, personnel de santé, systèmes d'information sanitaire, accès aux médicaments essentiels, financement, direction et gouvernance.

Il est essentiel pour obtenir des résultats durables de mettre l'accent sur la santé maternelle, néonatale et infantile, notamment durant les mille premiers jours de la vie.

L'attention à la nutrition dans le cadre des mesures de protection sociale peut permettre de protéger les besoins des plus vulnérables en matière de nutrition en leur fournissant un accès à des aliments nutritifs, d'améliorer la prise en charge des enfants et de contribuer à lever les obstacles économiques qui entravent l'accès à ces services. Des programmes d'incitation financière, de transferts en nature, de repas scolaires et de protection sociale doivent être envisagés sous l'angle de la nutrition (surnutrition ou dénutrition) pour obtenir des résultats dans ce domaine.

Transition vers des systèmes alimentaires durables et climat

Les engagements doivent contribuer à améliorer l'environnement pour garantir des régimes alimentaires sains, nutritifs et durables dans le cadre de la transformation des systèmes alimentaires, en tenant compte des liens entre les différents systèmes alimentaires concernés et de leurs caractéristiques (revenus, marchés, agriculture et environnement des consommateurs). Il est primordial d'accroître la disponibilité et l'accessibilité d'aliments sains, nutritifs et durables, en accordant la priorité aux approches locales et durables pour permettre des régimes alimentaires divers et accessibles. (cf. Note de bas de page¹²)

Il convient d'encourager les mesures intégrées ayant des effets positifs sur le climat et la nutrition dans les différentes composantes des systèmes agroalimentaires : agriculture et chaînes d'approvisionnement alimentaires, environnement alimentaire, environnement.

Résilience face à la crise

En cette ère de crises multiples et prolongées, la nutrition doit être considérée tant comme un facteur essentiel que comme un résultat dans l'interface entre aide humanitaire, développement et paix et elle doit être protégée, que les crises soient d'origine humaine, économique ou climatique. Bâter la résistance et organiser la préparation est essentiel et requiert des stratégies, une planification et des moyens de financement pluriannuels.

L'objectif des engagements doit être d'assurer la continuité des soins, de protéger le développement des enfants et les régimes alimentaires des femmes, ainsi que de soutenir les populations locales et les moyens de subsistance face aux chocs. Les services de nutrition doivent être protégés dans toutes les situations de fragilité.

Il s'agit ici de combler les écarts en matière de mesures humanitaires et de développement entre les États et les populations touchées, afin de lutter contre toutes les formes de malnutrition.



Des élèves déjeunent à l'école primaire de Siliga, à Garowe, dans l'État du Puntland, en Somalie, 14 mai 2024. © WFP/Lina Mustapha

¹² Biofortification versus diversification to fight micronutrient deficiencies: an interdisciplinary review. E Malézieu E, Verger E, Avallone S, Alpha A, Ngigi P, Lourme Ruiz A, Bazile D, Bricas N, Ehret I, Martin Prevel Y, Amiot M.J. Food Security 16(05). Décembre 2023. DOI :10.1007/s12571-023-01422-z

Domaines transversaux

Égalité de genre

Il existe un lien étroit entre la nutrition et l'égalité de genre. La biologie de la nutrition est intimement intriquée avec les normes sociales, les modalités de production et de consommation des aliments et la manière dont les services de nutrition sont fournis et utilisés. Les besoins en énergie et en nutriments sont fonction du sexe, de la santé et de la physiologie de la nutrition d'une part, de la répartition des rôles et des responsabilités entre hommes et femmes d'autre part.

Ce nouvel axe d'action vise à autonomiser les femmes durant toutes les étapes de leur vie, à remédier à l'écart nutritionnel entre les hommes et les femmes ainsi qu'aux disparités dans l'accès aux services, à l'éducation, aux moyens de subsistance et à la prise de décisions entre les femmes et les hommes.

Données, recherche, intelligence artificielle et innovation pour la nutrition

La nutrition demeure un enjeu considérable du fait de l'absence de données de qualité, de capacités limitées pour suivre les progrès accomplis au niveau national, régional et mondial, et de l'insuffisance de données scientifiques dans certains domaines d'intervention. La fragmentation persiste malgré des progrès indéniables dans l'élaboration de rapports. Des systèmes d'information en temps réel solides sont nécessaires pour prendre des décisions en connaissance de cause et assurer le suivi des engagements, en tenant compte des cibles mondiales de nutrition pour parvenir à des régimes alimentaires sains et durables. L'innovation, notamment dans les domaines économique, social et technologique, en matière de données, de recherche, de modèles de prestation de services et de technologies est indispensable pour améliorer l'efficacité des investissements et pour progresser. La recherche scientifique tant fondamentale qu'appliquée doit investir des domaines où des améliorations vers une action plus efficace est nécessaire. L'échange de bonnes pratiques en matière d'intelligence artificielle pour résoudre les problèmes et progresser est encouragé.

Les engagements doivent améliorer les données et les éléments scientifiques permettant une prise de décisions en connaissance de cause et au bon moment, et renforcer le suivi des engagements pour en optimiser les effets à tous les niveaux (mondial, régional, national et infranational).

Financement et redevabilité dans le domaine de la nutrition

D'avantage de financements et de redevabilité sont nécessaires pour relever les défis liés aux formes multiples de malnutrition et pour progresser de manière durable.

Les financements doivent être orientés vers les priorités politiques, sans pour autant les dicter. La budgétisation, le fléchage et la dépense au niveau international et national doivent mieux prendre en compte les aspects liés à la nutrition pour mieux en comprendre les effets, et le suivi financier doit être amélioré et unifié, y compris en ce qui concerne les liens entre systèmes de suivi nationaux et internationaux.

Les financements nationaux sont déterminants, mais les engagements peuvent porter sur les fonds de contrepartie et d'autres méthodes de financement innovants. Le renforcement des bonnes pratiques est essentiel à des fins d'efficacité et pour obtenir des résultats concrets.

Le cadre d'investissement pour la nutrition révisé par la Banque mondiale continuera d'orienter les recommandations en matière de financement, en soulignant l'urgence nécessaire de mener des actions prenant en compte la nutrition et les moyens de financement de l'action climatique dans le cadre de l'initiative SMART pour la nutrition. Les moyens de financement doivent être durables et adaptés aux contextes humanitaire et de développement.

L'amélioration du suivi des engagements, pris notamment à Tokyo, renforcera la crédibilité. Elle contribuera aussi à l'ambition du sommet N4G Paris d'assurer la continuité entre les sommets N4G passés et futurs et de placer les engagements en faveur d'une bonne nutrition sur une trajectoire de développement continue en renforçant la redevabilité de tous les acteurs. Les systèmes de redevabilité doivent concerner les engagements financiers comme stratégiques et mettre en évidence les effets de ces mesures.

Gouvernance du sommet N4G Paris

Pour garantir un dialogue multipartite et multisectoriel et une mobilisation concertés pendant toute la durée du sommet N4G Paris, une structure de gouvernance reposant sur l'expérience des précédents sommets sera mise en place, tout en prenant en compte les besoins de la France. Il s'agit d'un mécanisme que la France souhaite souple, agile et aussi léger que possible, tout en prenant en compte le caractère multisectoriel de la nutrition et la diversité des parties prenantes.

De ce fait, **il sera créé deux comités : un comité de pilotage national** présidé par le ministère français de l'Europe et des Affaires étrangères (MEAE), l'Agence française de développement (AFD) en assurant la vice-présidence, et un **groupe consultatif international** co-présidé par la République de Côte d'Ivoire et le Mouvement SUN. Ces deux comités travailleront en amont du sommet N4G Paris dont ils définiront notamment les orientations stratégiques. Ils serviront d'espaces de consultation, de dialogue et de communication pour les acteurs de la nutrition et du développement. Ils seront composés de représentants des principaux groupes d'intérêt : États, bailleurs, société civile, institutions des Nations Unies, organisations philanthropiques, secteur privé et monde de la recherche, au niveau national et international. Leurs mandats seront présentés et approuvés lors de leur première réunion. La cohérence entre les deux comités sera assurée par un calendrier commun leur permettant de délibérer en parallèle.

Le groupe consultatif international comprendra une troïka des gouvernements du Japon, des États-Unis et de la France, ainsi qu'un groupe d'États affinitaires comprenant l'Union européenne, et d'acteurs non étatiques mobilisés pour soutenir la France dans ses efforts pour placer la nutrition au cœur des politiques de développement. Le groupe d'États affinitaires sera constitué sous l'égide du MEAE.

Le schéma de gouvernance du sommet N4G Paris est présenté en annexe 1.



Grâce à un financement généreux de la France, le PAM fournit des biscuits nutritifs enrichis aux enfants des centres d'apprentissage des camps de Rohingya à Cox's Bazar, Bangladesh. Sur cette photo, Sufia déguste un délicieux biscuit du PAM qui, dit-elle, lui donne de l'énergie. © WFP/Atanu Sarma

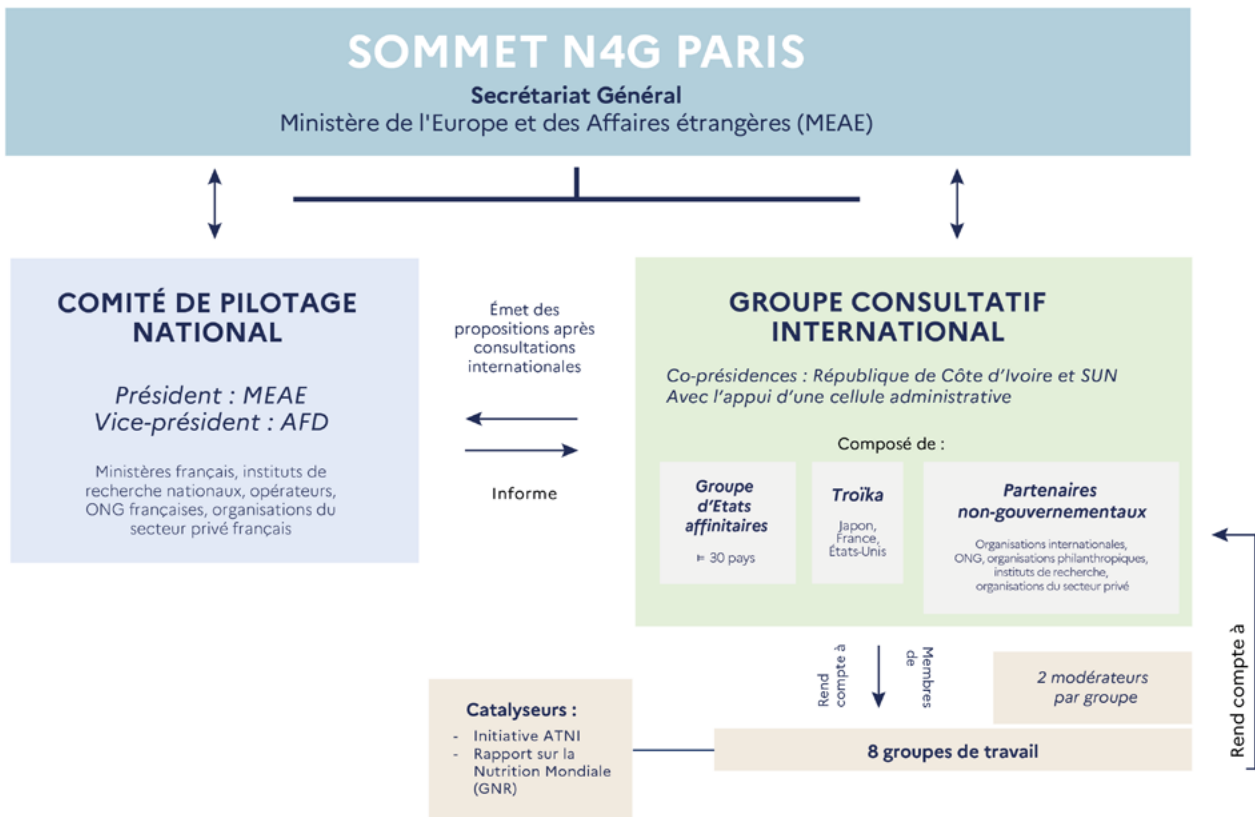
Sommet N4G Paris

Le sommet durera **deux jours** et s'organisera en **plusieurs sessions thématiques** qui seront définies en amont du sommet par les organes de gouvernance. L'objectif sera notamment de souligner les progrès et la continuité des engagements, et de mettre en évidence les éléments qui ont permis d'y parvenir :

- Le sommet lui-même prendra la forme de **réunions thématiques et transversales** dans les domaines mentionnés ci-dessus, du « Global innovation challenge » du PAM et d'une session plénière d'engagement accessible à tous les acteurs respectant les principes d'engagement .
- Le **Village des solutions** pour la nutrition se tiendra avec le soutien d'Expertise France et de la Commission européenne et permettra à des acteurs et des groupes de différents horizons et intérêts (société civile, secteur privé, recherche, organisations philanthropiques, organisations internationales) de se rencontrer et d'échanger des idées innovantes pour rendre plus efficace la lutte contre la malnutrition sous toutes ses formes. Le village sera ouvert au public.
- L'événement parallèle **« Finance en commun »** sera facilité par l'AFD et réunira les banques publiques de développement membres du réseau international « Finance en commun » et désireuses de soutenir et de financer la lutte contre la malnutrition. Ce sera aussi l'occasion de recenser les bonnes pratiques et les enseignements tirés de l'expérience pour rendre le financement de la nutrition plus efficace.

Annexe 1

Gouvernance du sommet N4G Paris



Contact Sommet N4G Paris 2025
n4g.dgm-dag-huma@diplomatie.gouv.fr

**Ministère de l'Europe
et des Affaires étrangères**
Direction générale de la mondialisation
Direction des affaires globales
27, rue de la Convention
75732 Paris CEDEX 15